

## Jean-Baptiste André Godin à Louis Oudin-Leclère, 14 août 1867

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888) ; Denisart, Alfred**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (9)

Collation 2 p. (182r, 183v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888) ; Denisart, Alfred, Jean-Baptiste André Godin à Louis Oudin-Leclère, 14 août 1867, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN : <https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/45704>

Copier

### Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

### Présentation

Auteur·e

- [Denisart, Alfred](#)
- [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [14 août 1867](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Oudin-Leclère, Louis \(1803-1885\)](#)

Lieu de destination Vervins (Aisne)

Scripteur / Scriptrice [Denisart, Alfred](#)

## Description

Résumé Sur l'affaire Lasserez. Godin précise l'état des sommes dues par Lasserez : il évoque la famille de Lasserez. Sur l'affaire Meyer Levy. Godin confirme que ni lui ni son ancien employé Cantelon n'ont passé commande des marchandises livrées.

Notes Lettre signée par Alfred Denisart.

## Mots-clés

[Consultation juridique](#), [Distribution des produits](#), [Finances d'entreprise](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées [Cantelon \[monsieur\]](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/02/2023

Dernière modification le 18/09/2023

---

Paris 14 Août 1867

Monsieur Cudin-Leter  
 Avoué à Paris

Je vous confirme ma lettre d'hier qui s'est  
 croisée avec la vôtre à ce matin venue par qu'on  
 m'avait envoyé précédemment ce qui vous me demandait  
 mon compte avec Cassier, & le montant de mes déclarations.  
 Il faut avoir en addition 750 fr. par la qu'on lui  
 est de. il faut à 1000 fr. par 4 annuels, soit  
 par 265 jours, soit 2.75 par jour, ou 68 fr. par  
 25 jours. Son gain était à 10<sup>e</sup> plus 0.50 centimes  
 de salaires, soit 58 chiffres ronds.

Je n'ai pas vu la même & n'ai d'ailleurs besoin de la voir.  
 ce que je vous ai dit hier, me semble être dans le vrai. car  
 leur intérêt principal est de réparer le tort qu'il en a causé.  
 Sans l'affaire Meyer & Co, il ne semble qu'on quand  
 même on désirerait le soumettre à l'empy. de l'administration  
 cela ne paraît pas avertir; car il n'y avait nulle mission de  
 donner communication, la règle absolue est que toute communication  
 n'est donnée que par correspondance, signée par moi ou  
 par mon chef de comptabilité, justement pour éviter des  
 engagements pris à la légère & à mon insu. Dans l'opinion  
 m'antérieur qui était l'empy. à l'époque de cette  
 affaire, m'a paru qu'il n'y avait en que des papiers  
 en vue de l'avenir, mais qu'il serait bien qu'il n'y avait

pas mission de donner des ordres d'achat. Chacun en trouvant  
à quille mon établissement fin civil & je ne pourrai donc  
en il est en ce moment;

Il suffirait donc, en supposant que le fait fut vrai, à qui n'est-ce  
qu'un voyageur de concerta avec un employé subalterne pour  
qu'une maison se trouve forcée de prendre toutes les  
marchandises que des négociants pour singuliers bénéfices  
avaient à écouler.

Si au contraire on se fait du passage de ce voyageur, qu'à  
l'arrivée du facteur, j'en ai écrit, écrite immédiatement  
provenant bien que je ne pourrai accepter un courrier de demande.

Je prie donc que le Colonel dans sa justice n'hésite  
pas à l'ordonner parvenant & l'implément de la demande.

Si vous avez besoin d'autres explications je suis à votre  
disposition & vous en prie. M. de la Roche, l'assurances  
à ma parfaite considération.

A. Denisant